

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1911 (ouvriers) et 1931 (employés).

Loi en vigueur: 1987 (Code des assurances sociales).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 32,13 francs)

Champ d'application

Toute la population active du secteur privé.

Régimes spéciaux pour les agents de chemin de fer, fonctionnaires et employés publics.

Sources de financement

Assurés: 8% du salaire.

Employeurs: 8% des salaires.

Gouvernement: 8% des salaires.

Plancher et plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: minimum, salaire social minimum (42 677 francs par mois); maximum, 5 fois le salaire social minimum (213 387 francs par mois).

Conditions d'attribution

Pensions de vieillesse: 65 ans (hommes et femmes) et 120 mois d'assurance effective. Pension anticipée dès 60 ans avec 480 mois d'assurance effective ou assimilée, ou à 57 ans avec 480 mois de cotisations; cessation substantielle d'activité obligatoire. Possibilité de différer la pension jusqu'à l'âge de 68 ans.

Pension d'invalidité: Avoir moins de 65 ans. Incapacité de travailler dans la profession exercée en dernier lieu ou dans une autre profession correspondant aux forces et aptitudes. 12 mois d'affiliation au cours des 3 dernières années.

Pension de survivants: L'assuré avait 12 mois d'affiliation au cours des 3 dernières années ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Montant forfaitaire: 8 959 francs par mois si 40 ans d'affiliation, réduit de 1/40 pour chaque

année manquante; plus un montant proportionnel de 1,78% du salaire réajusté des années d'assurance.

Pension minimum: 36 650 francs par mois si 40 ans d'affiliation; réduite de 1/40 pour chaque année manquante. Pas de pension minimum si moins de 20 ans d'affiliation. Pension maximum: 169 676 francs par mois.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: calculée sur la même base que la pension de vieillesse. Si l'invalidité survient avant 55 ans, la pension est calculée jusqu'à l'âge de 55 ans sur la base du salaire moyen annuel pendant la période entre l'âge de 25 ans et le début de la pension.

Pension minimum: Comme pour la pension de vieillesse.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 100% du montant forfaitaire, plus 75% du montant proportionnel de la pension à laquelle l'assuré avait droit. Payable également au veuf. Droit pour le conjoint divorcé sur la base des années de mariage par rapport au nombre d'années de cotisations (dispositions de non-cumul avec revenus propres).

Pension d'orphelins: 1/3 du montant forfaitaire, plus 25% du montant proportionnel de la pension à laquelle l'assuré avait droit. Les orphelins de père et mère ont droit à une pension double. Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension totale de l'assuré.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité: Gestion du régime pour les ouvriers; dirigé par

un conseil d'administration mixte d'ouvriers et d'employeurs dont le président est un fonctionnaire d'Etat.

Caisse de pension des employés: Gestion du régime pour les employés; dirigée par un conseil d'administration mixte d'employés et d'employeurs dont le président est un fonctionnaire d'Etat.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1901.

Loi en vigueur: 1992 (Code des assurances sociales).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales).

Champ d'application

Travailleurs salariés. Les bénéficiaires de prestations sociales ont droit aux prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants, artisans et exploitants agricoles. Affiliation volontaire à une caisse maladie pour les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement.

Sources de financement

Assuré: 4,5% (ouvriers) ou 2,575% (employés) du salaire. Titulaires de pensions: 2,5% de la pension.

Employeur: 4,5% (ouvriers) et 2,575% (employés) des salaires. Institutions d'assurance pensions: 2,5% des pensions servies.

Gouvernement: Subventions représentant environ 40% des cotisations. Egalement coût total des prestations de maternité.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 5 fois le salaire minimum de référence (213 387 francs par mois).

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et prestations médicales: Affiliation à une caisse maladie.

Prestations en espèces de maternité: Affiliation à une caisse pendant 6 mois au cours de l'année précédant l'accouchement pour avoir droit aux prestations en espèces.

Pas de période minimum de stage pour les prestations en nature de maternité.

Allocation de maternité (ne pas avoir droit aux prestations en espèces de maternité): résider sur le territoire national et se conformer aux exigences d'examens médicaux réguliers avant et après l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 100% du salaire payable dès le 1er jour d'absence à concurrence de 52 semaines.

Prestations en espèces de maternité: 100% du salaire, payables 8 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (12 semaines si naissance prématurée ou multiple, ou si la mère allaite son enfant).

Congé parental de 8 semaines lors de l'adoption d'un enfant.

Allocation de maternité: somme forfaitaire de 100 270 francs pour les 16 semaines du congé de maternité en faveur des personnes ne subissant pas de perte de revenu.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Libre choix du fournisseur de soins. Les soins médicaux sont fournis par les médecins et les hôpitaux sous contrat avec la Caisse selon les tarifs convenus.

Englobent: Soins d'omnipraticiens et de spécialistes, hospitalisation, analyses de laboratoire, soins de maternité, soins dentaires, appareils de prothèse, médicaments, transport, cures, rééducation.

Participation des assurés aux coûts des prestations médicales: 20-60% du coût des médicaments; 5% du coût des consultations, 20% du coût des visites à domicile et 209 francs par jour d'hospitalisation, 20% du coût des soins dentaires.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Gestion des prestations par 9 caisses pour les différentes catégories socioprofessionnelles. Les caisses sont gérées par des comités élus composés de représentants des assurés et des employeurs.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1902.

Lois en vigueur: 1925, 1954.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, travailleurs domestiques et travailleurs indépendants.

Régime spécial pour fonctionnaires, étudiants et militaires.

Sources de financement

Assuré: Néant (sauf pour les travailleurs indépendants).

Employeur: 0,5% à 6% des salaires, selon les risques.

Gouvernement: 50% des frais d'administration et 1/3 des augmentations des pensions pour variations de l'indice du coût de la vie et du niveau des salaires. Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 213 387 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Payables dès le 1er jour d'incapacité, à concurrence de 13 semaines. Converties en pension permanente à partir de la 14e semaine.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85,6% du salaire de la dernière année si incapacité totale jusqu'à un maximum de 182 593 francs par mois.

Supplément pour assistance constante: A concurrence de 100% du salaire de base.

Supplément pour enfants: 10% de la pension pour chaque enfant au-dessous de 18 ans (27 ans si étudiant, pas de limite si invalide) si le taux d'incapacité est de 50% ou plus; à concurrence de 100% du salaire de base.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré de l'incapacité; converti en somme forfaitaire après 3 ans si l'incapacité est égale ou inférieure à 10% (sur demande si entre 10% et 40%).

Ajustement automatique des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations médicales: Soins nécessaires y compris traitement médical et chirurgical, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 42,8% du salaire de l'assuré ou 53,5% si invalide. Payable également au veuf. En cas de remariage, somme forfaitaire égale à 60 mois de pension si moins de 50 ans, ou 36 mois si 50 ans ou plus.

Pension d'orphelins: 21,4% du salaire pour chaque orphelin au-dessous de 18 ans (27 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Autres survivants ayants droit (en l'absence de ceux indiqués ci-dessus): parents et grands-parents, personne ayant tenu le ménage de l'assuré.

Maximum des pensions de survivants: 85,6% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire: somme forfaitaire égale à 1/15e du salaire annuel ou du salaire minimum si plus élevé.

Ajustement automatique des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Association d'assurance contre les accidents: Gestion du régime pour les travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et de la sylviculture, et fonds spéciaux.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1921.

Lois en vigueur: 1976, 1978.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés; travailleurs indépendants sous certaines conditions; diplômés récents des écoles et ceux ayant achevé leur formation professionnelle, âgés de 16 à 24 ans.

Sources de financement

Assuré: Impôt spécial de solidarité: 2,5%.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Contribution financière fixée annuellement par loi budgétaire.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: 26 semaines de travail au cours des 12 derniers mois. Travailleurs indépendants, 5 années sauf cas exceptionnels; diplômés récents, 26 semaines d'inscription au chômage.

Inscription au bureau de placement et apte au travail.

Chômage non dû à résiliation volontaire, ni au refus d'un travail convenable.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 80% du salaire de base des 3 derniers mois, à concurrence de 2 fois et demi du salaire social minimum des manoeuvres (2 fois après 182 jours; 1 fois et demie après 365 jours); jeunes chômeurs: 70% du salaire social minimum; travailleurs indépendants, 80% du salaire social minimum. (Montant réduit pour les chômeurs cohabitant avec une personne

dont le salaire dépasse 2 fois et demi le salaire social minimum.)

Due à concurrence de 365 jours par période de 24 mois. Prolongation de 6, 9 et 12 mois possible pour les chômeurs âgés. Prolongation supplémentaire pour les chômeurs particulièrement difficiles à placer.

Ajustement selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Administration de l'Emploi: Gestion du régime et des prestations.

Agences locales de l'administration de l'emploi et secrétariats communaux: réception des demandes.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1947 (travailleurs salariés), 1959 (travailleurs indépendants)

Lois en vigueur: 1977 (allocations de naissance), 1980 (allocations de maternité), 1985 (allocations familiales), 1986 (allocations de rentrée scolaire), 1988 (allocations d'éducation).

Régime universel

Champ d'application

Tous les enfants qui sont élevés et qui ont leur domicile légal au pays.

Sources de financement

Assuré: Travailleur salarié, néant; personnes non salariées: 0,7% du revenu.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 18 ans (27 ans si étudiant; pas de limite si invalide avant l'âge de 18 ans).

Allocation de naissance: Preuve des examens médicaux prescrits et mère résidant dans le pays.

Luxembourg

Allocation de rentrée scolaire: Famille avec 1 ou plusieurs enfants âgés de 6 à 18 ans (27 ans si étudiant) ouvrant droit aux allocations familiales.

Allocation d'éducation: Résidents élevant 1 ou plusieurs enfants de moins de 2 ans ouvrant droit aux allocations familiales.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 3 211 francs par mois pour le premier enfant; 8 669 francs par mois pour deux enfants; 17 573 francs par mois pour trois enfants et 8 904 francs par mois pour chacun des suivants. Plus 522 francs par mois pour chaque enfant de 6 à 11 ans et 1 566 francs si âgé de 12 ans ou plus. Allocation supplémentaire de 2 141 francs par mois en sus pour enfant sérieusement handicapé.

Allocations de naissance: 56 213 francs payables en 3 versements échelonnés égaux: allocation prénatale, prime de naissance, allocation postnatale.

Allocation de rentrée scolaire: 3 655 francs pour un enfant de plus de 6 ans; 5 222 francs si plus de 12 ans. 6 226 francs par enfant si deux enfants de plus de 6 ans; 7 833 francs si plus de 12 ans. 8 662 francs par enfant si plus de trois enfants de plus de 6 ans; 10 190 francs si plus de 12 ans.

Allocation d'éducation: 15 667 francs par mois.

Ajustement des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère de la Famille: Surveillance générale.

Caisse nationale des prestations familiales: Gestion du régime.